

LA COURSE A LA BOURSE : UNE MENACE REALISEE. ET MAINTENANT ?

Comme tous les salariés de Groupama, vous vous posez des questions :

Quelle est la situation financière réelle de Groupama ?

Comment en est-on arrivé là, qui est responsable ?

Que va-t-il se passer d'ici la fin 2011, la fin 2012 et ensuite ?

Que peuvent les syndicats dans une telle situation ?

Vous trouverez ici l'analyse de la CGT, sachant qu'aujourd'hui, début décembre, nombre d'informations restent cachées, inavouées, ce qui nous oblige à évoquer des possibilités, des probabilités et des scénarios. Mais la CGT considère les femmes et les hommes de Groupama comme des adultes, des citoyens, et des salariés pleinement conscients et responsables, alors que d'autres les voient comme des enfants craintifs et sans jugements, à qui il faut mentir pour leur bien. C'est pourquoi ce texte met cartes sur table, en fonction des informations disponibles à ce jour.



Quelle est la situation financière réelle de Groupama ?

Depuis deux mois, vous avez vu passer toutes sortes d'informations et d'articles. N'ayant aucune information par la direction, nous avons rassemblé tout ce qui est de notoriété publique pour avoir une vision un peu synthétique. D'après ces informations, il semble que la situation soit très grave. Actuellement, notre marge de solvabilité serait très en-dessous de 100 % ! Entre les milliards investis en obligations grecques, portugaises, espagnoles, etc... qui ont fondu à vue d'œil, les milliards investis en action de sociétés dont la valeur est en chute libre, les milliards investis dans des achats à l'étranger surévalués, peu rentables, et invendables, les provisions pour perte à passer d'ici fin 2011 pour revenir péniblement à une marge de solvabilité ric-rac de 100% sont de plusieurs

milliards, bien au-dessus des plus-values immobilières.

Ce n'est pas la communication de la direction qui pourra éclairer les salariés et les syndicats sur la situation réelle du groupe. Black-out complet, les informations n'arrivent que par la presse spécialisée. Alors que leur avenir et leurs emplois dépendent de la situation du groupe, les salariés sont traités comme des enfants et ne reçoivent que des messages lénifiants et vagues : ça va aller, la situation est tendue mais on va s'en sortir, ne vous inquiétez pas. Sans doute les mêmes messages que ceux transmis pendant tout 2011 aux administrateurs de Groupama par sa direction. On a vu ce qu'il en est advenu.

Syndicats CGT Groupama

Groupama doit donc trouver plusieurs milliards dans les pires conditions, au dernier moment, quelques semaines avant la clôture de fin d'année (Merci à Jean Azéma et son déni de la situation jusqu'au dernier moment). On parle de brader nos meilleures titres, ou nos meilleures sociétés : GAN assurance, GAN eurocourtage mais pas d'ici fin décembre. Chaque semaine apporte sa rumeur. Une seule constante : trouver du cash à tout prix ! Il semblerait que seule l'aide de l'état, sous la forme de la Caisse des dépôts et consignations (CDC),

permettrait de passer à l'année 2012.

Mais où en serons-nous en fin 2012 ? Quels fruits de 50 années d'efforts des salariés du groupe aurons-nous bradés à vil prix ? Quels réseaux restera-t-il à Groupama, quels marchés, quels moyens ? La mutuelle et ses filiales sont pourtant solides dans leurs métiers, mais elle se trouve dans la situation d'une entreprise qui marche bien, mais dont le propriétaire aurait tellement flambé au casino qu'il devrait revendre son entreprise pour couvrir ses dettes.



La course folle de Groupanic, un conte moderne

Le 1er janvier 2001, le navire Groupanic, chargé de 36 000 salariés, quitte le port mutualiste de Lorient pour se lancer dans l'océan capitaliste pour sa grande course vers la Bourse. Le but est d'entamer une course de vitesse pour dépasser les autres mutuelles et devenir le 10^{ème} assureur européen.

Au début, la traversée se passe bien. Le capitaine Azéma pousse les feux : le rendement passe à 9 % en 2004, 12 % en 2006, 16,4 % en 2007.

2008 : le temps se gâte, la mer se creuse. La température et le CAC40 chutent brusquement. On signale des brouillards de conjoncture. Des premiers témoignages d'apparition d'icebergs de dettes congelées arrivent au radio. Les autres navires mutualistes, MACIF, GMF, MAAF, MATMUT, modifient leurs caps, et abandonnent la route nord pleine de dangers pour faire un détour par le sud, poussés par les alizés des obligations allemandes ou françaises à 2,4 %.

A bord du Groupanic, on continue sur la même route : foncer droit devant pour doubler le cap de l'entrée en bourse, et gagner le ruban bleu du 10^{ème} assureur européen. Le radio avertit le capitaine Azéma : le brouillard est dense. On signale aussi de grands blocs de dettes du sud ayant atteint le point zéro. Ils s'agrègent avec des paquets d'actions en chute libre et des participations dans des sociétés étrangères invendables pour former d'énormes icebergs juste droit devant. Il faut réduire la vitesse et changer de cap.

Mais le capitaine Azéma et l'armateur Baucherel veulent à tout prix gagner le ruban bleu. Il faut aller plus vite, toujours plus vite. Ils font accélérer l'achat de sociétés étrangères, poussent les rendements financiers.

Syndicats CGT Groupama

2010 : la mer est de plus en plus démontée, le brouillard dense. Le Groupanic est le seul à foncer sur sa route. Les messages alarmants se succèdent sur la passerelle. Le capitaine Azéma, excédé, en accord avec l'armateur Baucherel, fait débrancher la liaison radio et les règles prudentielles.

2011 : On voit maintenant des icebergs de titres dévalués tout autour. Déjà, le bateau américain Global investment a heurté un iceberg de dettes du sud et coulé. Mais le Groupanic accélère encore.

Dans la nuit du 24 octobre 2011, le navire Groupanic heurte un iceberg géant de 50 mètres de haut, agglomérat dantesque de titres dépréciés et d'actifs dévalués. A cette vitesse, le choc est violent : toute la marge de solvabilité est éventrée, les actifs sont inondés, le navire donne rapidement de la bande. Le capitaine Azéma saute dans un canot de sauvetage, une valise remplie de 3 millions d'euros en petites coupures sur les genoux.

A bord du Groupanic en détresse, le bosco Colin et le second lieutenant Martel ont repris le commandement. Premières mesures : revue des dégâts, essayer de juguler les plus grosses voies d'eau, et essayer de rallier le port le plus proche. Mais le bâtiment s'enfonçe plus vite que prévu.

Pourra-t-il aller ainsi jusqu'au port de l'année 2012, ou faudra-t-il l'alléger en transférant une partie de l'équipage et des passagers vers d'autres navires arrivés à la rescousse ?

Le 14 avril 1912, il y a pratiquement 100 ans, le Titanic coulait au large de Terre-neuve, faisant 1312 victimes.



Comment en est-on arrivé là, qui est responsable ?

« Un peuple sans passé est un peuple sans avenir ». C'est aussi vrai pour une entreprise comme Groupama. Malgré toutes ces exhortations à ne pas chercher à comprendre et à passer à la suite, il faut rappeler l'histoire récente du groupe.

Le groupe actuel s'est constitué pour l'essentiel en 1998, quand Groupama a racheté le GAN, pour 17,25 milliards F (payés cash !), et atteignait ainsi 13,5 % du marché français de l'assurance IARD, et 9% du marché français total de l'assurance, avec 80 milliards F de CA (15 milliards €, réactualisé valeur 2011).

Un seul mot d'ordre : grossir à tous prix !

Un seul mot d'ordre : grossir à tous prix et devenir le plus alléchant possible pour attirer les boursicoteurs lors de la mise en bourse. Le Plan d'ouverture du capital (POC) dicte sa loi à toutes les activités du groupe. La direction de la mutuelle jette son cotillon par-dessus les moulins, pour se livrer sans pudeur à la finance. Elle ignore toutes

Mais le 12 juin 2000, le départ de B. Delas et l'arrivée de J. Azéma à la tête du groupe inaugurerait un changement de cap radical : finie le mutuelle solide au service de ses sociétaires et clients, place aux ambitions personnelles et aux visées mégalomanes : la grenouille verte allait se faire aussi grosse que les bœufs Allianz ou Axa. Les résultats techniques générés par les efforts continus des salariés sont aussitôt joués sur le marché financier ou utilisés pour acheter à prix d'or des filiales partout à l'étranger.

les règles prudentielles, et prend les investissements hyper-risqués dans le seul but de générer le plus de produits financiers à court terme. Foin des obligations allemandes, qui ne rapportent qu'un minable 2,38 %, vive les obligations grecques qui produisent 6, 8, 9 %. Vive les actions qui montent avec les bulles.

Syndicats CGT Groupama

Alors même que les autres mutuelles (MAIF, MACIF, GMF, MAAF, etc..) se désengagent des placements à risque, nous conservons, voire aggravons nos positions. C'est ainsi qu'en 2011, l'exposition à la dette grecque de la MAAF est de 0,5 % de son portefeuille, et son exposition aux dettes portugaises ou espagnoles serait nulle.

L'impact global pour la MACIF serait de 2,3 millions d'euros pour 25 milliards d'actifs gérés. Pour Groupama, ce seraient 3 à 4 milliards de dettes grecques, portugaises et espagnoles qui ont été acquises et conservées jusqu'à maintenant, et dont une grande partie de la valeur est perdue.

Non, cette trajectoire n'était ni opportune, ni sensée, ni inéluctable !

Chaque année, le CA et son directeur avaient le choix de faire autrement. Il suffit de voir ce qu'ont fait les autres mutuelles regardées de haut par Groupama quand celui-ci flambait au casino boursier. Pour les autres mutuelles, pas d'investissements risqués ou de complaisance dans des actions en chute libre, revente au plus vite des titres notoirement à risque, et pas d'achats hasardeux et surévalués ici ou là, à l'étranger. Aujourd'hui, elles n'annoncent aucune perte importante à passer en provision pour dépréciation durable (PDD).

Quelques jalons de la course vers la Bourse :

Déc 2001: le principe en est arrêté au CA.

28 nov 2005 : L'ouverture du capital est à l'ordre du jour du CCE. La CGT rend un avis négatif.

26 février 2006 : L'AG des CR donne mandat au DG pour ouvrir le capital à la première occasion. La CGT distribue un long tract intitulé "l'ouverture du capital, une menace majeure pour Groupama", envoyé aussi aux administrateurs de CR.

3 décembre 2010 : le PEG est signé par la CFDT, la CGC et l'UNSA. La CGT ne signe pas et distribue une version réactualisé de son tract sur l'ouverture du capital.

Non, ce n'est pas la faute à pas de chance !

Ceux qui vous disent que cette stratégie était bonne, que c'est juste pas de chance que la bourse n'ait pas connue de nouvelle bulle sont les mêmes qui vous ont endormi sur les risques de cette dérive pendant des années, et qui continuent à essayer de vous berner. Ils participent au gigantesque déni de responsabilité qui s'opère en ce moment, à Groupama, comme ailleurs. Oui, à tout moment, on pouvait recouvrer la raison, et laisser tomber ce vertige halluciné d'enfler sans cesse.

Pour la CGT, ce n'est pas faute d'avoir tiré la sonnette d'alarme. Nous n'avons cessé de répéter, année après année, que la seule vraie valeur était créé par le travail de salariés, rétribuée par le salaire. Le reste, le jeu boursier est stérile. Il est basé sur des bulles financières qui s'auto-alimentent jusqu'à l'éclatement, à un rythme de plus en plus rapide. Troquer des augmentations de salaire contre des plans d'épargne en action est un jeu de dupes.

Quant aux espérances de gains faciles au casino boursier sous forme d'actions préférentielles que nous faisions miroiter les signataires des accords sur le Plan d'épargne groupe (PEG), regardez ce qu'ils vous auront coûté : un avenir menaçant, un groupe au bord de la faillite. Et si on était déjà en Bourse, nous n'aurions même pas à nous poser la question de comment sauver l'entreprise : elle

serait déjà bradée à l'encan ! Avec comme lot de consolation quelques actions Groupama sans valeur. (Que pensent les salariés de la société générale qui ont eu des actions à prix cassées à 41 € au lieu de 71 €, bloquées 5 ans, qui en valent 15,41 €)! Certains ont signé ces accords de PEG et accompagné les délires de grandeur de nos dirigeants, sans voir qu'ils abandonnaient les fondamentaux du métier et qu'ils pariaient tous nos actifs sur le tapis vert.

Tous ceux qui ont soutenu ce dogme imbécile du passage en bourse et du 10^{ème} européen sont complices de ce gigantesque gaspillage d'un trésor patiemment amassé depuis 40 ans par le labeur incessant des salariés du groupe. Quand on pense qu'en 1996, Groupama avait une marge de solvabilité de 400 %, et encore 240 % en 2006, pour largement moins de 100 % aujourd'hui, toutes appréciations mobilières et dépréciations boursières passées.

Quand on pense qu'en 1998, Groupama et GAN faisait ensemble 9% du marché français de l'assurance, pour 5,8 % aujourd'hui ! Quant au chiffre d'affaire, il est passé en 14 ans de 15,4 milliards € en 1998 à 17,6 milliards € aujourd'hui (CA 1998 réactualisé de l'inflation). Fallait-il dilapider les atouts de Groupama, et fragiliser autant le groupe pour en arriver là ?

Que va-t-il se passer d'ici la fin 2011, la fin 2012 et ensuite ?

D'ici fin 2011

C'est le cap le plus problématique à passer. En maintenant jusqu'au 24 octobre la fiction d'un Groupama sans gros problème, le tandem Baucherel-Azéma a mis le groupe dans une situation inextricable. Si on avait avoué l'étendue des dégâts au début 2011, on aurait eu un an pour se retourner, et obtenait les meilleurs prix pour les cessions nécessaires. Mais là, il ne reste que quelques trop courtes semaines pour brader à vil prix, dans la panique, nos meilleurs actifs.

Revue des scénarios émis par la direction et cités ici & là dans la presse.

Vente d'actifs ayant encore de la valeur. Déjà des blocs d'obligations françaises et allemandes vendues. Les montants ne sont pas connus. Ventes d'immobiliers parisiens ? En face des pertes, il y aurait quand même 1,5 milliards d'euros de plus-value immobilière latente.

Adossement à une société para-publique, genre CDC : il semble que ce soit la voie choisie par le gouvernement à court terme pour prendre à la charge de la collectivité les pertes colossales creusées la direction de Groupama.

Vente de filiales.

Les filiales étrangères, chargées d'une forte survaleur, ne sont pas vendables dans l'état. Situées dans des pays au bord de la faillite (Hongrie) ou politiquement agités (Tunisie), leur valeur est faible.

Les filiales françaises ont plus de valeur mais ne se vendent pas en claquant des doigts. Trois groupes intéressent la concurrence : GAN assurances, GAN Eurocourtage, et GGvie. Sommes-nous si bas qu'il faille vendre l'une d'elle d'ici fin décembre ? La CGT n'a pas encore de réponse à cette question.

Emission de titres « hybrides », c'est-à-dire d'action sans droit de vote mais garantissant un rendement contractuel. Ça revient à emprunter à taux usuraire (18 – 20 % !), avec possibilité d'entrer le montant prêté comme actif, contrairement à un prêt normal. Si nous levions 1 milliards € ainsi, il faudrait déboursier 200 M€ dès 2012 pour payer le prêteur. Rappelons que le résultat technique de tout le groupe en 2010 était de 197 M€. Tous les résultats des efforts des 38 000 salariés du groupe seraient mangés par ce seul poste !

Pendant l'année 2012

Dans le scénario le plus optimiste, l'aide de l'état par l'intermédiaire de la CDC, la cession d'actifs ou de filiales (SILLIC), les plus-value immobilières, et la vente des moins plombées des filiales étrangères ont permis de passer le cap de fin 2011. Au menu : rigueur salariale, non-remplacement des départs, économies partout, fermeture de bureaux GAN, nouvelles réorganisations de Caisses régionales et de filiales. Pour « rassurer » les investisseurs et faire les yeux doux aux agences de notations, tous les coups seront bons. En premier, économie et rigueur salariale. Oh, ce n'est pas que ça soit utile pour combler les dettes de Groupama. Les besoins de financement seraient de 6 milliards au moins, tandis que la masse salariale en France est de moins de 1,2 milliards. En clair, en baissant les salaires de 1% en euros constants comme elle a fait cette

année, la direction a trouvé 12 M€. Il ne lui resterait plus que 5 988 M€ à trouver !

Dans le scénario médian, en plus de la rigueur et du serrage de boulons et des grandes réorganisations, nouvelles sessions d'actifs, ou de filiales, peut-être des filiales GAN.

Dans le scénario le plus pessimiste : la situation de Groupama n'est pas catastrophique, mais désespérée. La mutuelle ne peut éviter le démembrement qu'en vendant au plus vite tous ses acquisitions des 15 dernières années, et se recroqueviller sur les caisses régionales, revenant à la situation des AMA pré-Groupama, en 1970. 40 ans d'efforts seraient alors réduits à néant. Ces actions préférentielles attendues avec impatience par certaines organisations syndicales, que nous auront-elles coûtées !

De 2013 à 2015

Aujourd'hui, entre l'extrême incertitude de l'avenir et le manque d'informations vraiment détaillées sur l'étendue des dépréciations du groupe, et les choix de la direction, il est bien difficile d'esquisser des

scénarios à plus d'un an. Mais quels que soient les scénarios mis en oeuvre, la CGT défendra TOUS les salariés dans leurs conséquences éventuelles.

Que peuvent les syndicats dans une telle situation ?

La réponse est claire : sans vous, ils ne peuvent pas grand-chose. Ils peuvent forcer la direction à donner des informations sur la situation réelle du groupe, et sur les scénarios envisagés. Ils peuvent informer, alerter. Mais tôt ou tard, pour peser sur les choix, il faudra se mobiliser et agir. Sans votre mobilisation, sans votre participation aux actions proposées par les OS, la direction aura toute latitude d'agir comme bon lui semble.

La CGT ne baisse jamais les bras. Elle soutiendra de toutes ses forces la sauvegarde de l'outil de travail et des salariés, mais sans vous mener en bateau. La période qui vient sera cruciale. Votre meilleur moyen pour vous défendre est de rejoindre la CGT, le seul syndicat qui vous a toujours tenu le langage de la vérité, et n'a pas vendu l'avenir des salariés contre un plat d'actions Groupama à bas prix.

La CGT agira de concert avec les autres syndicats, à condition que ce soit pour l'intérêt réel des salariés, pas pour lancer les salariés dans de dangereuses impasses.

Par exemple, une proposition a été avancée de donner toutes vos économies dans vos PEE et vos

CET à Groupama contre des titres à la valeur incertaine, pour « aider » la société. Alors même que l'avenir est très sombre, que les salaires sont bloqués, que des salariés se posent des questions sur leur avenir et celle de leur société, on vous propose de vous dépouiller de fonds qui vous seront si nécessaires à l'avenir. Et pour un résultat dérisoire; les besoins de financement de Groupama sont de plusieurs milliards €, les fonds dans les PEE des salariés sont de quelques dizaines de millions €, autant dire une goutte d'eau dans la mer des pertes Groupama. Ceci est l'exemple même d'une proposition démagogique, inefficace et contraire aux intérêts des salariés.

Ceux qui ont soutenu la course à l'entrée en Bourse de Groupama, en votant avis positifs et accords allant dans ce sens, sont gênés aux entournures pour expliquer d'où vient cette débâcle et que faire face à elle. Ils ont pour mot-d'ordre : profil bas, oublions le passé, on n'a pas eu de chance, ne secouons pas la direction, avalons toutes les couleuvres, et attendons la sauvegarde des emplois à Groupama du ciel, du gouvernement ou de la chance.

Mais quelle mouche a piqué Jean Azéma ?

Vous vous posez tous la question : comment un homme éduqué, expérimenté, comment un ancien directeur financier connaissant l'assurance sur le bout des doigts a-t-il pu accumuler autant d'erreurs et de mauvais choix jusqu'à conduire au bord de la ruine une mutuelle jadis richissime ?

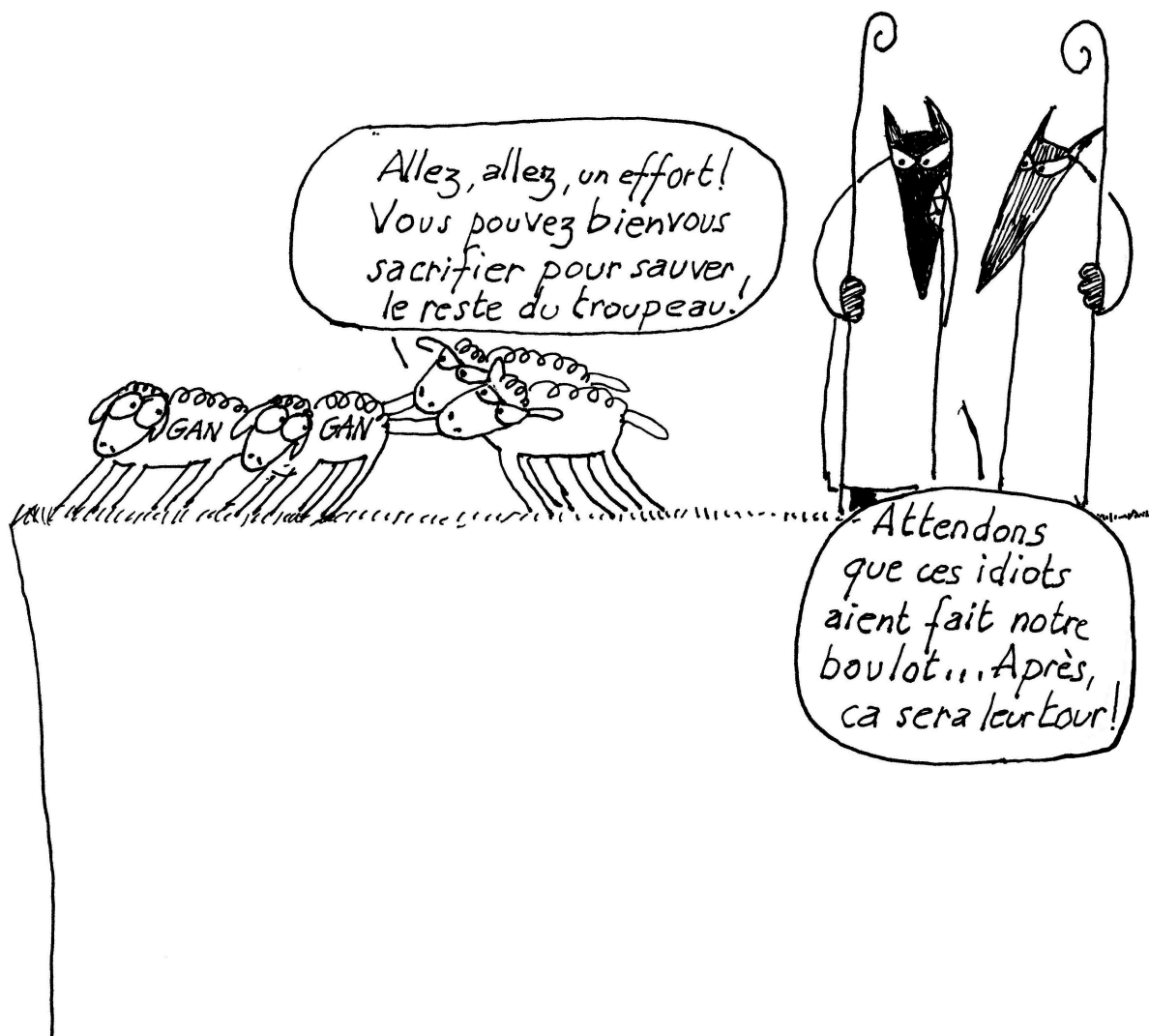
La réponse est simple : avant d'être des experts financiers, ce sont des hommes, sujets à des passions très humaines : ambition effrénée, désir de reconnaissance par ses pairs, promotion sociale et financière, cupidité, mégalomanie, répugnance à avouer des erreurs. On pourrait aussi comparer avec le comportement compulsif d'un joueur de casino qui joue le rouge, perd, rejouer le rouge, perd, et qui rejoue encore et encore jusqu'à la ruine complète en espérant que le rouge va sortir un jour, comprenez que le CAC40 va, contre toute réalité, remonter au dessus des 4000 points.

Mais aussi, combien de jetons de présence, de nouvelles participations à tel ou tel conseil de surveillance ou d'administration pour les membres du CA et le directeur entre le Groupama de 1990 et celui de 2010 ? En effet, Jean Azéma ne pouvait agir seul ; il a toujours l'aval et le soutien sans faille de tous les administrateurs de Groupama, et de JL Baucherel, son président ? Il suffit de consulter les CR de CA depuis 10 ans : jamais une voix discordante.

La meilleure défense des salariés, c'est l'action solidaire.

La CGT vous le dit haut et fort: Nous sommes tous sur le même bateau. Il serait fallacieux de penser qu'à moyen terme, on puisse sauver les uns en sacrifiant les autres. Chaque abandon de filiale affaiblirait le groupe et compromettrait l'avenir des salariés restants. Nous nous en sortirons que tous ensemble.

Ce n'est pas la Bourse qui a fait ce groupe, c'est nous tous. Ne nous laissons déposséder de notre outil de travail, ni supporter une dégradation des conditions de travail sans réagir. La CGT, n' a jamais menti sur la dérive boursière : elle est la plus à même de construire la défense collective nécessaire.



Syndicats CGT Groupama

Fac-similé de la page 1 du tract CGT distribué dans le groupe en mars 2006



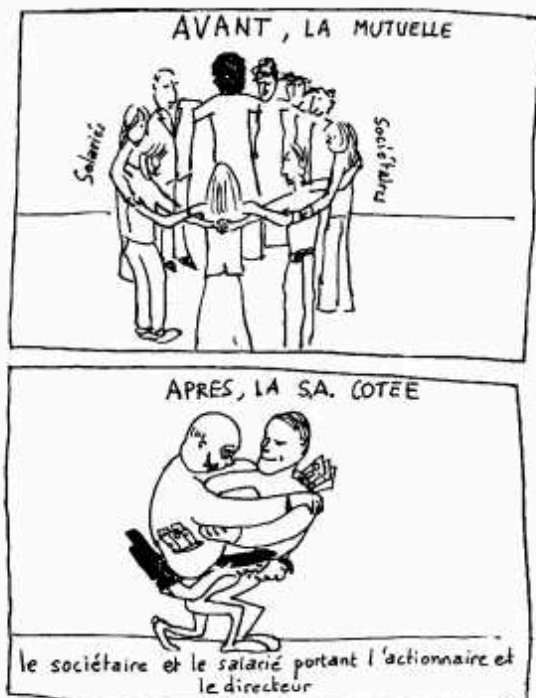
COLLECTIF NATIONAL CGT GROUPAMA



L'OUVERTURE DU CAPITAL : UNE MENACE MAJEURE POUR GROUPAMA

Ce titre vous paraît bien alarmiste ? Nous allons vous montrer qu'il n'en est malheureusement rien. En effet, la volonté de la direction et du conseil d'administration de Groupama SA de mettre le groupe sur le marché boursier constitue une aberration économique, prépare un désastre social et tourne résolument le dos à tous les principes mutualistes.

Si on épluche l'argumentaire de la direction pour justifier cette opération, on se rend compte que celui-ci est plein de trous, d'omissions, de contradictions, voire de contrevérités assénées comme des évidences. Prenez le temps de lire ce tract dans le détail, renseignez-vous autour de vous, discutez-en avec vos collègues. C'est de votre avenir professionnel qu'il est question, de votre rémunération, de votre emploi ! Comme rien n'est jamais inéluctable, nous vous invitons à soutenir et à participer à toutes les initiatives qui seront proposées pour promouvoir un autre avenir pour votre entreprise que la dilution dans le marché boursier.



LA MUTUELLE ET L'ASSUREUR "COTE"

Inspiré de la fable : " le savetier et le financier "
de JEAN DE LA FONTAINE

Une mutuelle vivait heureuse sur son territoire,
C'était merveilles de la voir
Merveilles de l'entendre vanter services et produits
Ses sociétaires par elle, étaient chéris
Son voisin au contraire étant sur le " marché "
Vivait anxieux et bien stressé.

C'était un assureur " coté " !

Les aléas de la bourse souvent l'inquiétaient
Et la mutuelle tranquille, en secret il jalousait.
Pourquoi au pays de France
Certains vivaient encore loin des affres de la finance ?
Sur la " place " il fait venir de la mutuelle le directeur
Et lui dit : " - Mon cher collègue combien de dividendes
touchez vous par an ? - Des dividendes ? Ma foi Monsieur
dit le brave directeur en tant que mutualiste je fais fi de
ces rémunérations d'investisseurs !
D'une année sur l'autre, faisant mon labeur,
Je gagne mon pain et ne me fais pas d'humeur.
- Bien ! mais d'être connu ne seriez vous point tenté ?
- Faites vous référence à une éventuelle célébrité ? "

L'assureur " coté " riant d'un tel égotisme
Lui dit : " - de la célébrité vous atteindrez le paroxysme
Si comme moi en bourse
Votre mutuelle vous faites entrer "
Le Directeur crut voir soudain
Les lueurs de sa future gloire briller au loin.
Dans sa mutuelle aussitôt il rentre
Et les bienfaits de la cotation aux administrateurs il vante.

Dans la mutuelle depuis, plus de bonheur,
Salariés et Sociétaires ensemble pleurent
Sacrifiés qu'ils sont aux exigences
Du marché et des futurs investisseurs.
Plus de place pour les conseils et services de qualité
Au pays des financiers, seule compte la rentabilité.
Si le pas un jour est sauté,
le travail serein plus jamais n'aura sa chance
Flexibilité, productivité et restructurations
De la vie des salariés le rythme marqueront !

A moins que comme le savetier de La FONTAINE
A la raison le Directeur se rende
Qu'il abandonne soit de gloire et de dividendes
Et qu'à sa mutuelle il redevienne dévoué.
Que des fonds propres enfin il fasse bonne utilité
Pour se donner les moyens d'une juste pérennité
Pour cent ans encore la mutuelle pourrait alors vivre sereine
Et pourquoi pas : peut-être plus encore !

Jeannette du Ru